Les crédits

conformait vraiment à l'entente conclue avec le gouvernement fédéral en janvier de cette année, et quand elles ont demandé tous les documents disponibles. Le 19 juin dernier, le premier ministre de la Saskatchewan a ordonné que tous les dossiers concernant le barrage Rafferty-Alameda soient scellés parce que, selon lui, c'était dans l'intérêt public. En d'autres termes, il a dit que dévoiler tous les faits relatifs au projet Rafferty-Alameda ne serait pas dans l'intérêt public. Quelle attitude honteuse de la part du premier ministre de la Saskatchewan!

Bref, le ministre de l'Environnement n'a pas de choix. Compte tenu de cette triste et sordide affaire, des manœuvres politiques du gouvernement fédéral et de la province de Saskatchewan ainsi que des ordonnances claires et explicites de la cour, il ne peut faire qu'une seule chose: révoquer le permis pour qu'on interrompe les travaux et ordonner un examen environnemental indépendant et public. À la lumière de ce rapport, il pourra alors décider si oui ou non les travaux se poursuivront. Mais la première chose qu'il doit faire, c'est révoquer le permis dès maintenant.

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je voudrais avant toute chose vous féliciter pour vos nouvelles responsabilités.

J'aimerais informer la Chambre que le ministre de l'Environnement ne peut être présent à ce moment-ci. Il comptait fournir la réponse initiale, au nom du gouvernement, comme le veut la tradition, mais il arrivera, je l'espère, plus tard dans la matinée, avant 13 heures.

J'aimerais profiter de cette occasion pour vous parler d'un dossier très complexe et, malheureusement pour certains, très confus, et vous fournir quelques données très importantes sur la constitution de la commission en question et sur son rôle, jusqu'à tout récemment.

Comme le savent bon nombre des députés, le processus dont il est question ici a débuté le 29 janvier, avec la nomination, par le ministre de l'Environnement, des membres de la commission d'étude, et a pris fin le 12 octobre, avec la démission en bloc des membres de cette même commission.

Les membres de la commission avaient, bien entendu, les compétences requises pour remplir le rôle qui leur avait été confié. Il s'agissait du président, Robert Connelly, du BFEED; de Hugh Mackay, ingénieur-conseil de Winnipeg spécialisé dans la planification des ressources hydrauliques; de Donald Gray, président de la Division de l'hydrologie à l'Université de la Saskatchewan; de

Robert Bell, biologiste de la vie aquatique, de La Ronge; et de M. Moodie, professeur de biologie à l'Université de Winnipeg. C'était donc un groupe de personnes distinguées, originaires pour la plupart de l'ouest du pays.

La construction du barrage Rafferty devait être interrompue volontairement par le gouvernement de la Saskatchewan, une fois le barrage jugé sécuritaire, et ne devait reprendre que lorsque le ministre de l'Environnement aurait répondu au rapport de la commission. Même s'il était entendu que le permis de construire délivré en vertu de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eaux internationaux demeurerait opérant, la province avait bel et bien accepté que le ministre le modifie au besoin, dans les domaines de compétence fédérale. Sans compter que le gouvernement de la Saskatchewan devait accueillir favorablement les recommandations de la commission sur les questions relevant de sa compétence.

Par mesure de sécurité, pour rendre la structure en contre-bas du barrage Rafferty opérante, on devait installer en aval un mur de protection contre l'érosion et une vanne de régulation des eaux. Pour ce faire, il fallait contenir le ruissellement du printemps au-dessus du barrage Rafferty. La province s'est rendue à la demande du ministre, soit d'accumuler le plus d'eau possible dans les réservoirs en amont du barrage.

Comme c'est la toujours la pratique en pareil cas, c'est le ministre qui a délivré le mandat de la commission d'évaluation environnementale du barrage Rafferty-Alameda. On a demandé à cette commission d'évaluer l'incidence écologique et sociale de ce projet. Ajoutons qu'elle avait également pour mandat de faire des recommandations sur l'exploitation du barrage Rafferty-Alameda, notamment en ce qui concerne les modifications qu'il faudrait peut-être apporter à la structure du barrage. La commission devait tenir compte, dans le cadre de ses recommandations, des obligations internationales du Canada, notamment celles qu'il a contractées en vertu des ententes conclues avec les États-Unis à propos de ce projet.

La construction devait cesser une fois prises les dispositions nécessaires pour rendre le barrage Rafferty sécuritaire, et elle ne devait pas reprendre tant que la commission n'aurait pas remis ses recommandations au ministre. Sur la foi du rapport de la commission, le ministre avait modifié les conditions du permis délivré pour ce projet en vertu de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux.